

# Discours sur l'état de l'Union européenne 2013

*par José Manuel Durao Barroso*

RÉSEAU VOLTAIRE | BRUXELLES (BELGIQUE) | 11 SEPTEMBRE 2013

ENGLISH DEUTSCH PORTUGUÊS



Monsieur le Président,  
Monsieur le Représentant de la Présidence du Conseil,  
Mesdames et Messieurs les Députés,  
Mesdames, Messieurs,

Dans huit mois, ce que nous avons accompli ensemble au cours des cinq dernières années sera soumis au jugement des électeurs de toute l'Europe.

Durant ces cinq années, l'Europe a été plus présente que jamais auparavant dans la vie de nos concitoyens. Partout sur notre continent – en famille, entre amis, entre collègues, dans les débats publics –, elle a été dans les discussions.

Aujourd'hui, je veux porter mon regard sur le chemin que nous avons parcouru ensemble. Et sur celui qu'il nous reste à parcourir. Je souhaite aussi exposer les grandes idées qui, selon moi, doivent nourrir un débat politique véritablement européen en préparation des élections de l'année prochaine.

Mesdames et Messieurs les Députés,

À l'heure où je vous parle, cela fait précisément cinq ans que l'administration américaine plaçait sous tutelle publique les organismes de refinancement hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac et renflouait AIG, tandis que Lehman Brothers demandait la protection de la loi américaine sur les faillites.

Ces événements sont à l'origine d'une crise financière mondiale qui a dégénéré en crise économique sans précédent, puis en crise sociale aux conséquences dramatiques pour un grand nombre de nos concitoyens. Le problème de la dette, qui reste une source de préoccupation majeure pour nos gouvernements, en a été aggravé. Le chômage, en particulier le chômage des jeunes, a connu une hausse alarmante. Et l'activité des ménages et des entreprises reste entravée.

Mais l'Europe a réagi avec force. Durant ces cinq années, nous nous sommes battus avec détermination. Nous avons affronté la crise ensemble. Nous avons compris que nous devons faire front commun. Et c'est ce que nous faisons.

Regardons en arrière et voyons ce que nous avons accompli pour que l'Europe reste unie tout au long de la crise : je pense qu'on peut le dire, nous n'aurions jamais pensé tout cela possible il y a cinq ans.

Nous avons entrepris une réforme fondamentale du secteur financier pour protéger nos épargnants.

Nous avons doté nos gouvernements de meilleurs outils pour travailler ensemble, assainir les finances publiques et moderniser les économies.

Nous avons mobilisé plus de 700 milliards d'euros pour éloigner du gouffre les pays les plus durement frappés par la crise, ce qui représente l'effort de stabilisation le plus important jamais consenti entre différents pays.

Je conserve un souvenir très vif de ma rencontre, l'année dernière, avec les économistes en chef de nombre de nos plus grandes banques. La plupart s'attendaient à une sortie de la Grèce

de la zone euro, et tous craignaient la désintégration de celle-ci. Nous sommes désormais en mesure de dissiper franchement ces craintes : aucun pays n'a quitté, ni n'a été contraint de quitter, la zone euro. Cette année, l'Union européenne s'est encore élargie, passant de 27 à 28 pays membres. Et l'année prochaine, la zone euro comptera un dix-huitième nouveau membre.

L'important, à présent, est de décider ce que nous allons faire de ces avancées : allons-nous nous en réclamer fièrement ou, au contraire, les décrier ? Allons-nous y puiser la confiance nécessaire pour poursuivre ce que nous avons engagé ou, au contraire, minimiser le fruit de nos efforts ?

Mesdames et Messieurs les Députés,

Je reviens du sommet du G20 à Saint-Petersbourg et puis vous l'assurer : cette année, contrairement aux années précédentes, les Européens n'ont reçu aucune leçon de leurs partenaires mondiaux sur la manière d'affronter la crise, mais, au contraire, louanges et encouragements.

Ce n'est pas que la crise soit derrière nous, car elle ne l'est pas. La résilience de l'Union sera encore mise à l'épreuve. Mais notre action inspire confiance dans notre capacité à surmonter la crise, à condition que nous ne nous reposions pas sur nos lauriers.

C'est ensemble que nous relèverons les défis qui se posent à nous.

Parce que c'est ensemble que nous devons les relever.

Alors que notre planète connaît de profondes mutations géoéconomiques et géopolitiques, j'ai la conviction que ce n'est qu'ensemble, en tant qu'Union européenne, que nous pourrons offrir à nos concitoyens ce à quoi ils aspirent, à savoir la protection et la promotion de nos valeurs, de nos intérêts et de notre prospérité à l'heure de la mondialisation.

Il est temps de dépasser les enjeux purement nationaux et les intérêts particuliers et de faire réellement progresser l'Europe. De donner une dimension véritablement européenne au débat avec les électeurs nationaux.

Il est temps pour tous ceux qui se soucient de l'Europe, d'où qu'ils viennent, peu important leurs convictions politiques ou idéologiques, de parler haut et fort en faveur de l'Europe.

Si nous-mêmes ne le faisons pas, nous ne pouvons espérer que quiconque d'autre le fera.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Nous avons parcouru un long chemin depuis le début de la crise.

Dans mon discours de l'année dernière sur l'état de l'Union, je soulignais que, malgré tous les efforts que nous avons consentis, les mesures prises n'avaient pas encore convaincu les citoyens, les marchés ou nos partenaires internationaux.

Un an plus tard, les faits parlent d'eux-mêmes : nos efforts commencent bel et bien à convaincre. D'une manière générale, les écarts de taux d'intérêt diminuent, et les pays les plus vulnérables paient moins pour emprunter. La production industrielle se redresse, les marchés renouent avec la confiance, les places boursières se portent bien, les perspectives économiques s'améliorent régulièrement, et l'optimisme des consommateurs est en forte hausse.

Nous voyons aussi que les pays les plus vulnérables à la crise, qui consentent aujourd'hui les plus gros efforts pour réformer leur économie, commencent à engranger des résultats positifs.

En Espagne, les exportations de produits et de services représentent désormais 33 % du PIB, soit un record depuis l'introduction de l'euro, ce qui témoigne des importantes réformes entreprises et d'une compétitivité accrue. L'Irlande a pu lever des fonds sur les marchés des capitaux depuis l'été 2012, son économie devrait croître pour la troisième année consécutive en 2013, et son industrie manufacturière réembauche.

Selon les dernières prévisions, la balance courante du Portugal, qui était structurellement négative, devrait globalement parvenir à l'équilibre, tandis que la croissance portugaise repart, après de nombreux trimestres dans le rouge. En trois ans seulement, la Grèce a vraiment assaini ses finances publiques d'une manière

remarquable. Le pays regagne aujourd'hui en compétitivité et, pour la première fois depuis des dizaines d'années, s'approche d'un excédent primaire. Et Chypre, qui a démarré son programme un peu plus tard, l'exécute aussi selon les modalités convenues, ce qui est la condition sine qua non d'un retour à la croissance

Pour l'Europe, la reprise est en vue.

Naturellement, nous devons rester vigilants. Comme le veut en effet l'adage populaire, une hirondelle ne fait pas le printemps. Soyons réalistes dans notre analyse. Ne surestimons pas, mais ne sous-estimons pas non plus ce qui a été fait. Même un bon trimestre ne signifie donc pas que les turbulences économiques soient derrière nous. Mais il prouve que nous sommes sur la bonne voie. Sur la base des chiffres dont nous disposons et des évolutions que nous observons aujourd'hui, nous avons de bonnes raisons d'être confiants.

Cela doit nous inciter à ne pas relâcher nos efforts. Nous le devons à tous ceux pour lesquels l'embellie n'est pas encore en vue, à tous ceux auxquels les améliorations constatées ne profitent pas encore. Nous le devons à nos 26 millions de chômeurs. En particulier aux jeunes, qui se tournent vers nous en nous demandant de leur redonner espoir. Car l'espoir et la confiance font également partie de l'équation économique.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est parce que nous avons agi avec la résolution nécessaire pour adapter notre vision politique et sa mise en œuvre concrète aux leçons que nous avons su tirer de la crise.

Et quand je dis « nous », je pense réellement « nous » : il s'est réellement agi d'un effort conjoint.

Vous-mêmes, au sein de cette Assemblée, avez, à chaque étape, joué un rôle décisif, en accomplissant un travail législatif parmi les plus impressionnants jamais observés. Je pense personnellement que les citoyens européens ne le savent pas assez, et que vos mérites doivent être reconnus davantage.

Aussi, je vous lance aujourd'hui un appel : continuons à travailler ensemble pour réformer nos économies, créer de la croissance et des emplois et adapter notre architecture institutionnelle. Car ce n'est qu'ainsi que nous surmonterons également cette phase de la crise.

Il nous reste toutefois de grandes choses à accomplir ensemble au niveau européen, sous l'actuelle législature du Parlement et le présent mandat de la Commission.

Ce que nous pouvons et devons faire avant tout, parlons concrètement, c'est réaliser l'union bancaire. C'est la première phase, la plus urgente, celle qui vise à approfondir notre Union économique et monétaire, telle qu'élaborée dans le programme de la Commission présenté à l'automne dernier.

Le processus législatif concernant le mécanisme de surveillance unique est presque achevé. L'étape suivante est l'évaluation indépendante des actifs des banques par la BCE, avant qu'elle n'exerce son rôle de surveillance.

Nous devons maintenant focaliser d'urgence notre attention sur le mécanisme de résolution unique. La proposition de la Commission est en cours d'examen depuis juillet et, ensemble, nous devons faire le nécessaire pour qu'elle soit encore adoptée pendant cette législature.

C'est le moyen de garantir que les contribuables ne seront plus en première ligne pour payer le prix de la faillite bancaire. C'est le moyen de progresser vers une dissociation entre risque bancaire et risque souverain.

C'est la voie à suivre pour remédier à l'un des résultats les plus alarmants et inacceptables de la crise : la fragmentation accrue du secteur financier et des marchés du crédit européens, voire une renationalisation qui ne dit pas son nom.

C'est aussi la solution pour contribuer à revenir à des pratiques normales en matière de prêt à l'économie, et notamment aux PME, dans la mesure où, malgré la politique monétaire accommodante, l'afflux de crédits dans l'économie n'est pas encore suffisant au sein de la zone euro. Il convient de s'attaquer à cette question avec

détermination.

En définitive, il est question d'une chose, de croissance, laquelle est nécessaire pour résoudre le problème le plus urgent aujourd'hui, c'est-à-dire le chômage. Le niveau de chômage actuel est économiquement non viable, politiquement intenable et socialement inacceptable. C'est pourquoi nous voulons tous ici à la Commission – et je me réjouis d'être entouré aujourd'hui de l'ensemble de mes commissaires – travailler activement avec vous et avec les États membres pour réaliser la plus grande partie possible de notre programme en faveur de la croissance ; nous mobilisons tous les instruments, mais, bien entendu, soyons honnêtes, tous ne se situent pas au niveau européen, certains relèvent du niveau national. Je tiens à donner la priorité à la mise en œuvre des décisions relatives à l'emploi des jeunes et au financement de l'économie réelle. Nous devons éviter le scénario d'une reprise sans création d'emplois.

L'Europe doit donc accélérer le rythme des réformes structurelles. Nos recommandations spécifiques par pays indiquent ce que les États membres doivent faire à cet égard.

Au niveau de l'UE, car si certaines choses peuvent être faites au niveau national, d'autres peuvent l'être au niveau européen, l'accent doit être mis sur ce qui importe le plus pour l'économie réelle : il faut avant tout exploiter pleinement le potentiel du marché unique.

Notre marché unique des marchandises fonctionne bien et nous constatons les avantages économiques de ce système. Nous devons appliquer la même formule à d'autres secteurs : la mobilité, les communications, l'énergie, les finances et le commerce électronique, pour n'en citer que quelques-uns. Nous devons supprimer les obstacles qui entravent l'activité des entreprises et des particuliers dynamiques. Nous devons achever l'interconnexion en Europe.

Je vous annonce qu'aujourd'hui, nous allons formellement adopter une proposition qui donne une impulsion à la mise en place d'un marché unique des télécommunications. Les citoyens savent que l'Europe a considérablement réduit les coûts

d'itinérance. Notre proposition renforcera les garanties, réduira encore les prix pour les consommateurs et offrira de nouvelles possibilités aux entreprises. Nous savons qu'à l'avenir, le commerce passera de plus en plus par la voie numérique. N'est-il pas paradoxal que nous ayons un marché intérieur pour les biens, mais que, lorsqu'il s'agit du marché numérique, nous ayons 28 marchés nationaux ? Comment saisir toutes les possibilités qu'offre l'économie numérique si nous n'achevons pas ce marché intérieur ?

La même logique s'applique à la stratégie numérique dont la portée est plus vaste, qui vise à résoudre les problèmes réels et à améliorer la vie quotidienne des citoyens. La force de la future base industrielle de l'Europe dépendra de la façon dont les personnes et les entreprises sont interconnectées. Et en combinant correctement la stratégie numérique et la protection des données et de la vie privée, notre modèle européen renforcera la confiance des citoyens. En ce qui concerne les évolutions tant internes qu'externes, l'adoption de la législation proposée sur la protection des données revêt une importance capitale pour la Commission européenne.

Le marché unique constitue un levier essentiel pour la compétitivité et l'emploi. En adoptant toutes les propositions restantes dans le cadre de l'Acte pour le marché unique I et II, et en mettant en œuvre le mécanisme pour l'interconnexion en Europe au cours des prochains mois, nous jetterons les bases de la prospérité pour les années à venir.

Nous nous adaptons également à une transformation dynamique à l'échelle mondiale, et nous devons donc encourager ce dynamisme innovant à l'échelle européenne. C'est la raison pour laquelle nous devons également investir davantage dans l'innovation, la technologie et le rôle de la science. J'ai une confiance immense dans la science, dans la capacité de l'esprit humain et dans la créativité de la société pour résoudre ses problèmes. Le monde est en pleine mutation. Et je crois qu'un grand nombre de solutions viendront à l'avenir, en Europe comme dans le reste du monde, des nouvelles recherches scientifiques et des nouvelles technologies. Et je souhaite que l'Europe soit à la

pointe de ces efforts au niveau mondial. C'est pourquoi nous, Parlement et Commission, avons fait d'Horizon 2020 une priorité dans les discussions sur le budget de l'UE.

C'est pourquoi nous utilisons le budget de l'UE pour investir dans les compétences, l'éducation et la formation professionnelle, dynamisant et soutenant ainsi un réservoir de talents. C'est pourquoi nous avons plaidé en faveur d'Erasmus Plus.

Et c'est pourquoi, dans le courant de l'automne, nous formulerons de nouvelles propositions en faveur d'une politique industrielle adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle. C'est la raison pour laquelle nous nous mobilisons en faveur des PME, car nous sommes convaincus qu'un tissu industriel solide est indispensable à une économie européenne forte.

Et tout en luttant contre le changement climatique, nos objectifs « 20-20-20 » ont engagé notre économie sur la voie de la croissance verte et de l'utilisation efficace des ressources, en réduisant les coûts et en créant des emplois.

D'ici à la fin de l'année, nous présenterons des propositions concrètes concernant notre cadre pour l'énergie et le climat à l'horizon 2030. Et nous continuerons à définir la stratégie internationale en précisant d'ici à 2015, en collaboration avec nos partenaires, le contenu d'un accord mondial sur le climat, qui sera global et juridiquement contraignant. L'Europe ne peut consentir seule tous les efforts pour lutter contre le changement climatique. Vraiment, nous avons besoin des autres aussi. Parallèlement, nous poursuivrons nos travaux sur l'impact des prix de l'énergie sur la compétitivité et sur la cohésion sociale.

Tous ces facteurs de croissance s'inscrivent dans notre stratégie « Europe 2020 ». Sa mise en œuvre intégrale et rapide est plus urgente que jamais. Dans certains cas, nous devons même aller au-delà de l'agenda 2020.

Cela signifie que nous devons également poursuivre notre politique commerciale active et ferme. Il s'agit de nous rapprocher des marchés en expansion des pays tiers et d'assurer notre place dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Contrairement à la

perception de la majorité de nos concitoyens, qui pensent que nous sommes perdants dans la mondialisation, nous disposons d'un excédent commercial important, de plus de 300 milliards d'euros par an, et qui continue à croître, pour les biens et services et les produits agricoles. Nous devons tirer parti de cet avantage, ce qui nécessitera aussi toute notre attention dans les mois à venir, notamment dans le cadre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement avec les États-Unis et des négociations avec le Canada et le Japon.

Dernier élément et non des moindres, nous devons redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le cadre financier pluriannuel, le budget européen. Le budget de l'UE est le levier le plus concret dont nous disposons pour stimuler les investissements. Dans certaines de nos régions, le budget de l'Union européenne est le seul moyen d'obtenir des investissements publics parce que les sources de financement n'existent pas au niveau national.

Le Parlement européen et la Commission voulaient tous deux davantage de ressources. Nous nous sommes battus ensemble pour cela. Mais même en l'état, le budget de l'UE pour une seule année représente davantage d'argent (aux prix actuels) que l'intégralité du plan Marshall à l'époque ! Assurons-nous maintenant que les programmes puissent commencer le 1er janvier 2014, que les résultats soient visibles sur le terrain et que nous exploitions les possibilités offertes par les financements innovants, qu'il s'agisse des instruments que nous avons déjà mis en place, des fonds de la BEI ou des emprunts obligataires pour le financement de projets.

Nous devons concrétiser l'engagement que nous avons souscrit en juillet. En ce qui concerne la Commission, nous y parviendrons. Nous présenterons par exemple le deuxième budget rectificatif pour 2013 ce mois-ci encore. Il n'y a pas de temps à perdre ; je vous mets donc en garde contre tout atermolement. En particulier, je demande instamment aux États membres de ne pas retarder le processus.

Je ne pourrai assez insister sur ce point : les discours et les promesses ne suffiront pas à convaincre les citoyens ; seule une

série de réalisations communes concrètes y parviendra. Nous devons montrer les nombreux domaines dans lesquels l'Europe a réglé les problèmes des citoyens. L'Europe n'est pas la cause des problèmes, l'Europe est une partie de la solution.

J'aborde de manière plus approfondie ce qu'il nous reste à faire dans la lettre adressée aujourd'hui au Président du Parlement européen, que vous avez également reçue. Je n'entrerai pas ici dans les détails en ce qui concerne le programme pour l'année prochaine.

Mon propos aujourd'hui est clair : il reste beaucoup à accomplir ensemble avant les élections. Il n'est pas l'heure de jeter l'éponge, mais de se retrousser les manches !

Mesdames et Messieurs les Députés,

Aucune de ces réalisations n'est facile. Nous connaissons des temps difficiles, et l'Union doit faire face à un véritable test de résistance. Le chemin qui mène à des réformes permanentes et profondes est aussi éprouvant qu'inévitable. Ne nous y trompons pas : nous ne pourrons pas revenir à la situation que nous connaissions. Certains pensent que la crise passée, tout redeviendra comme au bon vieux temps. Ils se trompent. Cette crise est différente. Il ne s'agit pas d'une crise cyclique, mais d'une crise structurelle. Nous ne reviendrons pas à la normale telle que nous la connaissions avant. Nous devons inventer une nouvelle normalité. Nous nous trouvons à une époque charnière de l'histoire. Nous devons le comprendre, et pas seulement le dire. Mais nous devons en tirer toutes les conséquences, y compris pour notre état d'esprit et pour notre réaction aux problèmes.

Nous voyons d'après les premiers résultats que cela est possible.

Et nous savons tous par expérience que cela est nécessaire.

Dans l'état actuel des choses, la reprise étant fragile, le plus grand risque de détérioration que je vois est de nature politique : un manque de stabilité et un manque de détermination. Au cours des dernières années, nous avons constaté que tout ce qui fait planer le doute sur l'engagement des gouvernements à réformer est instantanément sanctionné. En revanche, des décisions fortes et

convaincantes ont un effet important et immédiat.

À ce stade de la crise, le rôle des gouvernements est d'assurer la sécurité et la prévisibilité qui font encore défaut aux marchés.

Vous connaissez très certainement Juste Lipse, qui a donné son nom au bâtiment du Conseil à Bruxelles. C'était un humaniste très influent du XVI<sup>e</sup> siècle, auteur d'un ouvrage majeur intitulé *Traité de la constance*.

« La constance », écrivait-il, « est la force inébranlable d'un esprit droit qui ne se laisse exalter ni abattre par les choses extérieures ou fortuites. » Seule une « fermeté établie dans l'esprit », précisait-il, « par le jugement et la droite raison » peut vous aider en ces moments préoccupants empreints de confusion.

J'espère que dans les moments difficiles que nous connaissons, nous saurons tous, y compris les représentants des gouvernements qui se rencontrent au Juste Lipse, faire preuve de cette détermination et de cette persévérance lorsqu'il faudra mettre en œuvre les décisions qui ont été prises. En effet, l'un des défis à relever est de nous montrer cohérents : il ne s'agit pas seulement de prendre des décisions, encore faut-il pouvoir les mettre en œuvre sur le terrain.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Il est parfaitement naturel qu'au cours des dernières années, nos efforts pour surmonter la crise économique aient occulté tout le reste.

Mais notre idée de l'Europe doit aller bien au-delà de l'économie. Nous sommes bien plus qu'un marché. L'idéal européen touche aux fondements mêmes de la société européenne. Il s'agit de valeurs, et je souligne ce terme : valeurs. Cet idéal repose sur un profond attachement à des normes politiques, sociales et économiques, ancrées dans notre économie sociale de marché.

Dans le monde d'aujourd'hui, l'action au niveau de l'UE est indispensable pour protéger ces normes et valeurs et promouvoir les droits des citoyens, qu'il s'agisse de la protection des consommateurs ou des droits des travailleurs, des droits de la

femme ou du respect des minorités, des normes environnementales ou de la protection des données et de la vie privée.

Qu'il s'agisse de défendre nos intérêts dans le commerce international, d'assurer notre approvisionnement énergétique ou de rétablir le sentiment d'équité au sein de la population en luttant contre la fraude et l'évasion fiscales : ce n'est qu'en agissant en tant qu'Union que nous assumerons notre part de responsabilité sur la scène mondiale.

Qu'il s'agisse d'essayer de donner un effet maximal à l'aide humanitaire et au développement que nous apportons aux pays en développement, de gérer nos frontières extérieures communes ou de mettre en place en Europe une politique de sécurité et de défense forte : ce n'est qu'en approfondissant notre intégration que nous pourrions réellement atteindre ces objectifs.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute. Notre cohérence interne et notre poids sur la scène internationale sont indissociables. Notre attractivité économique et la dynamique politique qui nous anime sont fondamentalement liées.

Qui pourrait sérieusement penser que, si l'euro s'était effondré, nous ou nos États membres aurions conservé une quelconque crédibilité sur la scène internationale ?

Souvenons-nous comment l'élargissement a permis de guérir les plaies profondes de notre histoire et d'établir la démocratie là où nul n'aurait pensé que cela fût possible. Ou comment la politique de voisinage a été et reste le meilleur moyen d'assurer la sécurité et la prospérité dans des régions d'une importance capitale pour l'Europe. Où serions-nous aujourd'hui sans tout cela ?

Aujourd'hui, des pays comme l'Ukraine sont plus que jamais demandeurs de liens plus étroits avec l'Union européenne, attirés par notre modèle économique et social. Nous ne pouvons pas leur tourner le dos. Nous ne pouvons accepter les tentatives visant à limiter les choix souverains de ces pays. Le libre arbitre et le libre consentement de chacun doivent être respectés. Ce sont également les principes qui sont à la base de notre partenariat oriental, que

nous voulons faire progresser lors de notre sommet de Vilnius.

Souvenons-nous à quel point l'Europe a souffert de ses guerres au cours du siècle dernier, et comment l'intégration européenne a été la réponse valable.

L'année prochaine, il y aura cent ans que la Première Guerre mondiale a éclaté. Une guerre qui, de Sarajevo aux plaines de la Somme, a déchiré notre continent. Ne considérons jamais la paix comme un acquis ! Rappelons-nous que c'est grâce à l'Europe que les ennemis d'hier sont assis à la même table et travaillent ensemble aujourd'hui. C'est uniquement parce qu'on leur a offert une perspective européenne que même la Serbie et le Kosovo sont désormais parvenus un accord, sous la médiation de l'Union.

Le prix Nobel de la Paix que nous avons reçu l'an dernier nous a rappelé cette réussite historique : l'Europe est un projet de paix.

Nous devrions en avoir davantage conscience nous-mêmes. Quelquefois je me dis que nous ne devrions pas craindre d'être fiers. Pas arrogants. Mais plus fiers. Nous devons regarder vers l'avenir, mais avec la sagesse que nous avons acquise dans le passé.

Que les choses soient claires pour toutes celles et tous ceux qui se réjouissent des difficultés de l'Europe et souhaitent détricoter notre intégration et revenir à l'isolement : nos concitoyens ne veulent pas, et ne méritent pas, un retour à l'Europe d'avant l'intégration, à l'Europe des divisions, à l'Europe de la guerre, à l'Europe des tranchées. Jamais dans son histoire notre continent n'a connu si longue période de paix que depuis la création de la Communauté européenne. Il est de notre devoir de la préserver et de la consolider.

Mesdames et Messieurs les Députés,

C'est justement forts de nos valeurs que nous essayons de trouver une solution à la situation insupportable de la Syrie, qui, au cours des derniers mois, a mis à rude épreuve la conscience du monde. L'Union européenne a été à la pointe de l'aide humanitaire internationale, en mobilisant près de 1,5 milliard d'euros, dont 850 millions proviennent directement du budget de l'Union. La

Commission fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider le peuple syrien et les réfugiés syriens dans les pays voisins.

Nous avons récemment assisté à des événements que nous pensions appartenir à une époque révolue depuis longtemps. L'utilisation d'armes chimiques est un acte ignoble qui appelle la condamnation la plus ferme et une réponse vigoureuse. La communauté internationale, rassemblée au sein de l'ONU, porte la responsabilité collective de sanctionner ces actes et de mettre un terme à ce conflit. La proposition de démanteler l'arsenal chimique syrien est une évolution prometteuse. Le régime syrien doit maintenant prouver sa volonté de mettre en œuvre ce démantèlement sans délai. En Europe, nous pensons qu'en définitive, seule une solution politique offrira une bonne chance d'assurer la paix durable que le peuple syrien mérite.

Mesdames et Messieurs les Députés,

D'aucuns affirment qu'une Europe plus faible rendrait leur pays plus fort, que l'Europe est un fardeau ; qu'ils s'en sortiraient mieux sans elle.

À ceux-là je dis sans détour : nous avons tous besoin d'une Europe unie, forte et ouverte.

Le débat en cours dans toute l'Europe se résume, en définitive, à la question suivante : Voulons-nous améliorer l'Europe, ou y renoncer ?

Ma réponse est claire : engageons-nous !

Si l'Europe ne vous plaît comme elle est, améliorez-la !

Trouvez des moyens de la rendre plus forte sur le plan intérieur et international, et je serai votre meilleur soutien. Trouvez des moyens d'assurer la diversité sans créer de discriminations, et je serai toujours à vos côtés.

Mais ne vous détournez pas de l'Europe !

Je le reconnais : comme toute entreprise humaine, l'Union européenne n'est pas parfaite.

Par exemple, les controverses sur la répartition des tâches entre

les niveaux national et européen ne seront jamais définitivement closes.

J'attache beaucoup d'importance à la subsidiarité. Pour moi, la subsidiarité n'est pas un concept technique. C'est un principe démocratique fondamental. Une union sans cesse plus étroite entre les citoyens européens exige que les décisions soient prises de manière aussi transparente que possible et au niveau le plus proche possible des gens.

Tous les problèmes ne doivent pas être réglés au niveau européen. L'Europe doit se concentrer sur les domaines où elle peut apporter une valeur ajoutée maximale. Lorsque cela n'est pas le cas, elle ne devrait pas intervenir. L'Union européenne doit être très visible sur les grands enjeux, plus discrète sur les questions de moindre importance ; c'est là quelque chose que nous avons peut-être parfois négligé par le passé. L'UE doit montrer qu'elle a la capacité de fixer des priorités à la fois positives et négatives. Comme tout gouvernement, nous devons veiller en particulier à la qualité et à la quantité des règles que nous adoptons, car, pour citer Montesquieu, « les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires ».

Mais il y a, Mesdames et Messieurs les Députés, des domaines d'importance majeure où l'Europe doit être plus intégrée et plus unie. Où seule une Europe forte peut donner des résultats.

Je suis convaincu que l'union politique doit être notre cap, comme je l'ai souligné devant vous dans cet hémicycle il y a un an. Ce n'est pas seulement la demande d'un Européen passionné. C'est la voie à suivre indispensable pour consolider les progrès accomplis et assurer l'avenir.

Car en fin de compte, la solidité de nos politiques, et notamment de l'Union économique et monétaire, dépend de la crédibilité de la structure politique et institutionnelle sur laquelle elle repose.

C'est pourquoi, dans son Projet détaillé pour une Union économique et monétaire véritable et approfondie, la Commission a présenté non seulement les caractéristiques économiques et monétaires de ce projet, mais aussi les impératifs, les possibilités

et les limites d'un approfondissement de notre cadre institutionnel à moyen et long termes. La Commission poursuivra ses efforts pour mettre en œuvre son projet détaillé, pas à pas, étape après étape.

Et je confirme, comme je l'ai annoncé l'année dernière, que nous avons l'intention de présenter, avant les élections européennes, de nouvelles idées sur l'avenir de l'Union et sur la meilleure manière de consolider la méthode et l'approche communautaire à long terme. Ainsi, ces idées pourront faire l'objet d'un véritable débat européen. Nous y définirons les principes et orientations nécessaires à une véritable union politique.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Nous ne pourrions relever les défis actuels qu'en renforçant le consensus sur les objectifs fondamentaux.

Sur le plan politique, nous ne devons pas nous laisser diviser par les différences entre les pays de la zone euro et ceux qui n'en font pas partie, entre ceux du centre et ceux de la périphérie, entre ceux du nord et ceux du sud, ou entre ceux de l'est et ceux de l'ouest. L'Union européenne doit rester un projet pour tous ses membres, une communauté de membres égaux.

Sur le plan économique, l'Europe a toujours contribué à réduire les écarts entre les pays, les régions et les peuples. Et cela doit continuer. Nous ne pouvons pas faire le travail des États membres à leur place. Cette responsabilité reste la leur. Mais nous pouvons et nous devons la compléter par la responsabilité et la solidarité européennes.

C'est pourquoi le renforcement de la dimension sociale, avec l'aide de nos partenaires sociaux, sera une priorité dans les mois à venir. Le 2 octobre, la Commission présentera sa communication sur la dimension sociale de l'Union économique et monétaire. La solidarité est l'un des éléments qui donnent tout son sens à l'Europe, et dont il y a lieu d'être fier.

La sauvegarde de ses valeurs, telles que l'État de droit, a toujours été la raison d'être de l'Union européenne, depuis ses commencements jusqu'aux dernières étapes de son élargissement.

Dans le discours sur l'état de l'Union de l'an dernier, à un moment où l'État de droit était mis en cause au sein même de nos États membres, j'ai souligné la nécessité de trouver une voie médiane entre, d'une part, la persuasion politique et les procédures d'infraction ciblées, et, d'autre part, ce que j'ai appelé l'option « nucléaire » prévue à l'article 7 du traité, à savoir la suspension des droits d'un État membre.

L'expérience a confirmé toute l'utilité de la Commission dans son rôle d'arbitre indépendant et impartial. Nous devons consolider cette expérience en adoptant un cadre plus général, fondé sur le principe d'égalité entre États membres, et qui ne serait activé, en fonction de critères prédéfinis, que dans les situations où une menace grave et systémique planerait sur l'État de droit.

La Commission va présenter une communication à ce sujet. Je pense qu'il s'agit d'un débat essentiel pour notre vision de l'Europe.

La souveraineté nationale et la démocratie n'en seront pas amoindries pour la cause. Mais nous avons vraiment besoin d'un mécanisme européen robuste qui fasse bouger les lignes lorsque des principes fondamentaux communs sont en jeu.

Il est des valeurs non négociables que l'Union et ses États membres doivent toujours défendre et défendront toujours.

Mesdames et Messieurs les Députés,

La polarisation que la crise a entraînée est une menace pour nous tous et pour le projet européen.

Nous, les représentants politiques légitimes de l'Union européenne, pouvons inverser la tendance. Vous, les représentants démocratiques d'Europe, directement élus, serez aux avant-postes du débat politique. Ma question est la suivante : quelle image de l'Europe sera présentée aux électeurs ? La version sincère, ou la version caricaturale ? Les mythes ou les faits ? La version honnête et raisonnable, ou la version extrême et populiste ? La différence est importante.

Je sais qu'il y aura des gens pour dire que c'est l'Europe qui est

responsable de la crise et des dures épreuves qu'elle a engendrées.

Mais nous pouvons rappeler que ce n'est pas l'Europe qui est à l'origine de cette crise : celle-ci a été provoquée par la mauvaise gestion des finances publiques par les gouvernements nationaux et par des comportements irresponsables sur les marchés financiers.

Nous pouvons expliquer comment l'Europe a travaillé à résoudre la crise. Ce que nous aurions perdu si nous n'étions pas parvenus à maintenir le marché unique, qui était menacé, et la monnaie commune, dont certains prédisaient la fin. Ou si nous n'avions pas coordonné les efforts de relance et les initiatives pour l'emploi.

Certains diront que l'Europe force les gouvernements à réduire les dépenses.

Toutefois, nous pouvons rappeler aux électeurs que les dettes publiques avaient déjà largement dérapé avant la crise, non pas à cause de l'Europe, mais malgré elle. Nous pouvons ajouter que si nous relâchons nos efforts maintenant, ce seront les personnes les plus fragiles de nos sociétés, ainsi que nos enfants, qui finiront par en payer le prix. La vérité, c'est que les pays de la zone euro comme ceux qui n'en font pas partie, les pays d'Europe comme ceux du reste du monde, font des efforts pour réduire le lourd fardeau qui pèse sur leurs finances publiques.

Certains feront campagne en disant que nous avons donné trop d'argent aux pays vulnérables. Certains feront campagne en disant que nous leur en avons donné trop peu.

Toutefois, chacun d'entre nous pourra expliquer ce que nous avons fait et pourquoi nous l'avons fait : il y a un lien direct entre les emprunts d'un pays et les banques d'un autre, entre les investissements d'un pays et les entreprises d'un autre, entre les travailleurs d'un pays et les sociétés d'un autre. Cette interdépendance fait que seules les solutions européennes sont efficaces.

Mon propos est le suivant : lorsqu'on est dans un même bateau, on ne peut pas dire : « le bateau coule de ton côté ». Nous étions dans le même bateau quand la situation était favorable, et nous y sommes toujours maintenant qu'elle est difficile.

Certains pourraient faire campagne en disant que l'Europe s'est arrogé trop de pouvoir. D'autres prétendraient que l'Europe fait toujours trop peu, trop tard. Il est intéressant de relever que ce sont parfois les mêmes qui disent que l'Europe n'en fait pas assez et qui refusent de lui donner les moyens nécessaires.

Mais nous pouvons expliquer que l'Europe s'est vu confier ses tâches et ses compétences par les États membres. L'Union européenne n'est pas une puissance étrangère. Elle résulte de décisions démocratiques prises par les institutions européennes et les États membres.

Cependant, nous devons reconnaître que dans certains domaines, l'Europe n'a toujours pas le pouvoir de faire ce qu'on lui demande. Ceux – et ils sont nombreux – qui aiment attribuer les échecs à l'Europe et les succès aux États nationaux l'oublie bien trop facilement. Au bout du compte, ce que nous avons, tout comme ce que nous n'avons pas, est le fruit d'un processus décisionnel démocratique. Et je pense que nous devons le rappeler aux citoyens.

Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

J'ose croire que le Parlement européen relèvera ce défi avec tout l'idéalisme qui l'anime, et avec autant de réalisme et de détermination que les circonstances actuelles l'exigent.

Les arguments sont connus.

Les faits sont connus.

L'ordre du jour a été exposé.

Dans 8 mois, les électeurs décideront.

Aujourd'hui, c'est à nous qu'il appartient de plaider pour l'Europe.

Nous pouvons le faire en utilisant les huit mois qui viennent pour prendre autant de mesures que possible. Il nous reste beaucoup à faire.

Nous devons notamment adopter et mettre en œuvre le budget européen, le cadre financier pluriannuel, crucial pour les investissements dans toutes les régions d'Europe. C'est indispensable pour affronter la première de nos priorités : la lutte contre le chômage, et en particulier contre le chômage des jeunes.

Nous devons également faire progresser et mettre en œuvre l'union bancaire. C'est essentiel pour régler le problème du financement des entreprises et des PME.

Voici nos priorités claires : l'emploi et la croissance.

Notre travail n'est pas terminé. Il entre dans une phase décisive.

En effet, Mesdames et Messieurs les Députés, l'enjeu des élections ne sera pas seulement le Parlement européen. Ni la Commission. Ni le Conseil. Ni telle ou telle personnalité.

C'est l'Europe elle-même qui sera au cœur de ce scrutin.

C'est ensemble que nous serons jugés.

Dès lors, travaillons ensemble – pour l'Europe.

Avec passion et détermination.

Ne l'oublions pas : il y a 100 ans, l'Europe s'est laissée entraîner dans l'abîme de la guerre de 1914.

L'an prochain, en 2014, j'espère la voir sortir de la crise plus unie, plus forte et plus ouverte.

Merci pour votre attention.

*José Manuel Durao Barroso*

---

Source : « Discours sur l'état de l'Union européenne 2013 », par José Manuel Durao Barroso, *Réseau Voltaire*, 11 septembre 2013, [www.voltairenet.org/article180197.html](http://www.voltairenet.org/article180197.html)